

## L'Asmup, la pommade des patients de la Pointe



Alain Lambert, vice-président, Ghislaine Cornet, secrétaire adjointe, Christian Duret, trésorier, Patricia Payon, présidente, et Thierry Tumson, secrétaire de l'Asmup 08. J.L.

Pointe. Difficile de savoir ce qui se cache derrière l'acronyme quand on n'a jamais eu affaire à eux. Et quand on les côtoie, c'est souvent pour des problèmes. L'Asmup a tenu son assemblée générale samedi.

On apprend à la connaître quand on a des problèmes ou quand une facture arrive. Depuis 2008, l'Asmup 08 (Association des soins médicaux pour les usagers de la Pointe) accompagne et informe les usagers transfrontaliers des hôpitaux belges. L'association a tenu son assemblée générale samedi, au centre culturel Pierre-Tassin, à Givet.

### 1 Le devenir des hôpitaux belges

Ils ont rencontré la direction de l'hôpital de Dinant mercredi 6 mai. Histoire de discuter de l'avenir des hôpitaux belges frontaliers et d'évoquer les « *restructurations* ».

« *Oui, le gouvernement belge veut restructurer ses hôpitaux* », a évoqué Patricia Payon, présidente de l'Asmup 08.

Comme déjà évoqué, le plan consiste à fermer Mont-Godinne « *qui est vieillissant* » et d'installer un centre hospitalier universitaire. « *Ils cherchent des terrains à 10 ou 15 minutes autour.* » Sainte-Élisabeth deviendrait le centre hospitalier régional quand Dinant accueillerait un hôpital de jour. « *Mais il y a des craintes sur la maternité car ils n'atteignent pas les chiffres.* » Actuellement, 550 bébés y naissent alors qu'il en faudrait 600 pour atteindre le quota gouvernemental.

L'association a également rapporté qu'à Dinant, « *ils ont un problème d'IRM qui va être en maintenance pendant deux mois. Il est difficile d'avoir un rendez-vous en France, mais en Belgique c'est pareil* », a indiqué Alain Lambert, le vice-président.

À Dinant toujours, certains visages ont changé. « *Nous avons eu des retours d'usagers à propos de deux médecins qui ne recevaient pas bien les patients* », raconte Patricia Payon. *L'hôpital nous a indiqué qu'ils avaient remédié au problème.* »

## **2 Les conséquences pour les patients**

Il ne devrait pas y en avoir. « *Il nous a bien été spécifié qu'il n'était pas dans leur intérêt de nous refuser l'accès aux hôpitaux. Ils ont besoin de nous et on a besoin d'eux* », a rappelé Alain Lambert. Une promesse déjà formulée par le CHU UCL de Namur en février dernier qui assurait « *ne pas vouloir perdre toute cette patientèle du nord de la France* ». La présidente de l'association en 2022 précisait à l'époque que « *9 000 Français se sont fait soigner dans les hôpitaux de Dinant et Mont-Godinne* ». Quant à la maternité, les familles ardennaises pourront continuer de s'y rendre. 75 mamans françaises ont accouché à Dinant en 2025, soit 13 % des naissances.

## **3 Les relations avec la France**

Elles ne sont visiblement pas si bonnes. Cordiales voire excellentes avec le CHU UCL Namur, elles sont inexistantes avec le centre hospitalier intercommunal nord Ardennes (China). « *On regrette que côté français, on ne nous considère pas* », a taclé Alain Lambert. *La direction de*

*l'hôpital n'a pas de contact avec nous. »* Didier Poillerat, le directeur, n'est cependant arrivé qu'en janvier dernier, en remplacement de Thomas Talec.

Avec l'autre structure, même constat, mais elles pourraient s'améliorer. « *On n'a pas beaucoup d'informations sur le Cisarm* », le centre intercommunal de santé d'Ardenne Rives de Meuse, a aussi regretté le vice-président. Pas de souci : présent à l'assemblée générale, Fabien Prignon, le vice-président de la communauté de communes chargé de la santé, a fait une brève présentation de la structure qui « *comble un peu le déficit de médecins généralistes dans la Pointe. Aujourd'hui, on a l'équivalent de quatre médecins à temps plein* ».

Et si Alain Lambert a questionné un éventuel doublon entre l'antenne du Cisarm à Givet et le pôle médical, Fabien Prignon a parlé de « *complémentarité. C'est quelque chose qui a été vu avec les médecins de Givet. Il n'y a aucune guerre de territoire* ». Quand on dit que les relations entre la structure communautaire et l'association progressent, c'est parce que Patricia Payon est désormais membre du conseil d'administration du Cisarm depuis le 23 avril. Preuve que les choses avancent.